

100 PHOTOS DE
DON McCULLIN
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Don McCullin est un des monstres sacrés du photojournalisme. Il s'inscrit dans l'histoire de la photographie au même titre que Robert Capa, Henri Cartier-Bresson ou encore Gilles Caron, son ami et concurrent. Toute sa vie, il a parcouru la planète pour témoigner en noir et blanc des événements les plus marquants. «Dans sa photographie, dit de lui Robert Pledge, directeur de l'agence Contact Press Images, il y a et Zola et Goya». En vente le 30 avril 2009, ce nouvel album de Reporters sans frontières, publié à l'occasion de la Journée de la liberté de la presse, le 3 mai, présente une sélection de ses clichés les plus parlants. Un document essentiel, à ne pas manquer, et une façon concrète d'aider Reporters sans frontières et de garantir son indépendance. En vente partout, 9,90 €.

S O M M A I R E

■ AU FIL DES JOURS

2 et 3

- Six journalistes sont morts à Gaza
- Une réflexion sur le traitement des questions religieuses
- U Win Tin poursuit son combat
- Les «bons» chiffres du bilan 2008
- Anne Nivat, Correspondante de Guerre

■ LE PRIX RSF

4 et 5

- Ricardo Gonzalez Alfonso, «journaliste de l'année». - Radio Free NK irrite Kim Jong-il - 59 ans de détention pour le «Charlie Chaplin birman».
- Deuxièmes Journées du Grand Reportage à Marseille

■ ÉTATS GÉNÉRAUX

6 et 7

- La profession unie pour tracer le chemin de la crédibilité.
- Soulagement et vigilance

■ ENQUÊTE

8

- La presse afghane pluraliste affronte violence et censure.

Le courrier

NUMÉRO 20
MARS
AVRIL,
MAI 2009
PRIX : 1,50 €

de Reporters sans frontières

Le premier trimestre 2009 a été l'occasion pour Reporters sans frontières de se rendre dans des régions troublées où l'information n'est pas libre et où les journalistes sont rudement mis à l'épreuve : Afghanistan, Kivu (RD Congo), bande de Gaza, Tchétchénie (Russie), etc. Ce retour sur le terrain était l'une des priorités que nous avions définies, à la fin de l'année dernière. Il était indispensable après une année 2008 largement consacrée à la Chine et à notre longue campagne Pékin 2008. Ces missions ont été l'occasion de renouveler notre soutien à des médias indépendants harcelés ou menacés, à Gaza par exemple, mais aussi d'aider plus activement les associations locales de défense de la liberté de la presse, à Kaboul notamment. Elles ont toutes fait l'objet d'un rapport disponible sur notre site www.rsf.org.

L'intérêt de ces déplacements et des rapports qu'ils génèrent est aussi d'engager ou de poursuivre le dialogue avec les autorités. Le document consacré aux conséquences sur l'information de l'opération israélienne "Plomb durci" a entraîné des réactions officielles,

aussi bien de la part du gouvernement du Hamas que de l'armée israélienne. Tous deux contestent, bien sûr, les chapitres qui les accusent de s'être rendus coupables de violations de la liberté de la presse. Idem avec l'enquête que nous avons réalisée sur les abus commis au nom du crime de lèse-majesté en Thaïlande. Là encore, le ministère des Affaires étrangères a fait parvenir une longue réponse tentant d'apporter des explications convaincantes à nos accusations.

Ces courriers officiels témoignent de l'importance prise par notre organisation au cours de ces dernières années. Auparavant, les réponses étaient plus rares, les gouvernements étant moins inquiets de la publication d'un communiqué de Reporters sans frontières. Aujourd'hui, nos rapports sont lus au plus haut niveau. C'est encourageant et stimulant, mais cela nous oblige à une responsabilisation toujours plus importante. Plus que jamais, les prises de position de Reporters sans frontières doivent être fermes et exigeantes vis-à-vis des responsables d'atteintes à la liberté de la presse, mais

parfaitement réfléchies et en pleine adéquation avec la gravité de la situation. Parmi nos priorités de l'année 2009, figurent tout aussi bien le Zimbabwe, l'un des pays les plus répressifs de la planète, que la Bulgarie, le mauvais élève du continent européen. Ces deux pays méritent toute notre attention, mais nous ne les confondons pas pour autant. Nos recommandations à Robert Mugabe, autocrate rivé à son fauteuil de président depuis bientôt trente ans, et au gouvernement bulgare, en proie à une mafia violente envers les journalistes, ne peuvent et ne doivent être les mêmes.

L'année 2009 sera également placée sous le signe de la justice pour Reporters sans frontières. Un comité juridique vient d'être mis en place au sein de l'organisation pour renforcer son action dans ce

domaine. Il est, pour l'instant, composé d'une dizaine d'avocats, de magistrats et de juristes, tous collaborateurs bénévoles. Le but est d'être plus présents sur le terrain judiciaire aux côtés des victimes et de poursuivre notre travail de réforme des lois sur la presse les plus répressives.

Reporters sans frontières est partie civile

dans plusieurs affaires, dont celle de la disparition de Guy-André Kieffer en Côte d'Ivoire, il y a déjà cinq ans. Cette implication dans la procédure nous a permis de suivre au plus près l'avancée de l'enquête et d'en dénoncer, quand le besoin s'est fait sentir, les lenteurs et les blocages. Nous allons faire de même dans le dossier de Fred Nérac, cameraman disparu au lendemain du démarrage de la guerre en Irak, en 2003. La voie judiciaire, lorsqu'elle est possible, permet d'aller plus loin, de prolonger la mobilisation pour un journaliste assassiné, porté disparu ou emprisonné. C'est une politique que nous devons développer.

Les chantiers sont donc nombreux. Mais nous n'avons jamais baissé les bras devant l'ampleur de la tâche. La nouvelle équipe en place – largement renouvelée en moins d'un an – a l'enthousiasme et la compétence nécessaires pour mener à bien ce projet ambitieux.

Jean-François Julliard
Secrétaire international

É D I T O

Priorité au terrain

■ **MOUVEMENTS DE PERSONNEL** – Le bureau Moyen-Orient/Afrique du Nord a une nouvelle responsable, Soazig Dollet, 30 ans, qui succède à Hajar Smouni. Soazig a fait Sciences-Po à Strasbourg puis un DEA à Aix-en-Provence sur le monde arabe. Arabisante, elle a vécu en Syrie et en Egypte. Dernier poste en date : une mission de 15 mois à Tel Aviv pour la Croix-Rouge internationale afin de visiter les détenus palestiniens.

- Emeline Collin, 24 ans, diplômée du Celsa en 2008, intègre le Secrétariat international au poste d'attachée de presse, où elle remplace Alexis Poulin. Sous la responsabilité de Quitterie de Livonnière, chargée de la communication, elle assure l'ensemble des relations presse pour Reporters sans frontières ainsi que la coordination avec les sections.

■ **INTERNATIONAL** – Le comité exécutif international de Reporters sans frontières s'est réuni le 23 janvier à Paris sous la présidence de Gérard Sapey. Michaël Schweri, (Suisse) a été reconduit dans ses fonctions de trésorier. François Buggingo (Canada) et Michael Rediske (Allemagne) ont été élus vice-présidents. Le comité a entendu un rapport de Jean-François Julliard sur l'activité du secrétariat international, a débattu des priorités de l'organisation et a approuvé le budget prévisionnel 2009.

■ **LIBERTÉ** – Françoise Fressoz et Marie-Eve Malouines, respectivement chefs du service politique du *Monde* et de France-Info, ont refusé la Légion d'honneur qui leur avait été attribuée par le chef de l'Etat dans le cadre de la traditionnelle promotion du 1^{er} janvier. «*Je pense que, pour exercer librement sa fonction, un journaliste politique doit rester à l'écart des honneurs*», a expliqué Françoise Fressoz. Un bien utile rappel des principes fondamentaux.

■ **PRESSE LYCÉENNE** – Reporters sans frontières a accueilli le 4 février dans ses locaux l'Observatoire des pratiques de la presse lycéenne animé par l'association *Jets d'encre*. Créé en 1998, cet organisme est composé de représentants issus de la communauté scolaire (syndicats des personnels, organisations de lycéens, de parents d'élèves, CLEMI) ainsi que d'associations d'éducation populaire et de défense des droits de l'homme dont Reporters sans frontières.

UN ABONNEMENT ANNUEL POUR LES ALBUMS PHOTOS

Reporters sans frontières propose désormais une formule d'abonnement annuel permettant de recevoir, à domicile, dès leur sortie, les trois albums photos publiés chaque année par l'association pour 42 euros (frais de port inclus). En prime, la carte 2009 de la liberté de la presse dans le monde.

Renseignements et abonnements à l'adresse Internet <publications@rsf.org>

Six journalistes sont morts à Gaza

Reporters sans frontières s'est rendue en Israël et dans la bande de Gaza, fin janvier 2009, pour dresser un bilan des violations de la liberté de la presse commises pendant le conflit. L'organisation, après avoir enquêté sur place, estime à six le nombre de journalistes tués, dont deux dans l'exercice de leurs fonctions. Le nombre de blessés s'élève à une quinzaine. Et au moins trois bâtiments abritant des médias ont été touchés par des tirs israéliens.

Dans son rapport, Reporters sans frontières condamne fermement toutes les attaques portées par l'armée israélienne contre des bâtiments abritant des médias palestiniens ou étrangers et demande à l'armée et au gouvernement israéliens de fournir rapidement des explications détaillées sur les frappes qui ont touché ces infrastructures.

Comparé aux centaines de victimes, dont de nombreux civils, le bilan des atteintes à la liberté de la presse durant l'opération "Plomb durci", à Gaza, peut donc paraître mince. Mais l'information a été une autre victime de cette guerre. Reporters sans frontières considère que le verrouillage de la bande de Gaza, assumé pleinement par les autorités israéliennes, a constitué une violation grave et inacceptable de la liberté de la presse. L'organisation incite fortement les Nations unies à adopter une résolution demandant instamment à Israël de ne plus employer de telles méthodes. Au moment du blocus, Reporters sans frontières avait rassemblé les signatures de quelque 160 directeurs de grands médias dans le monde demandant le libre accès à Gaza pour les journalistes venus couvrir les opérations militaires israéliennes. Le rapport intitulé «Opération "Plomb durci" : le contrôle de l'information est un objectif militaire» est disponible depuis le 15 février sur le site Internet de l'organisation.



Photo © Palestine Media Production

Une réflexion sur le traitement des questions religieuses

L'Organisation internationale de la francophonie, le Centre de Doha pour la liberté de l'Information et Reporters sans frontières ont réuni un groupe de travail le 28 janvier 2009 à la Maison de l'Amérique latine à Paris afin de réfléchir aux particularités liées à la couverture des questions religieuses par les médias. Une dizaine d'experts du judaïsme, du christianisme et de l'islam ont partagé leur expérience sur ce sujet. D'autres experts seront rencontrés dans les semaines à venir afin de compléter ce travail d'analyse. Le groupe de travail publiera une charte de bonne conduite à l'intention des médias ainsi qu'un dossier de synthèse des questions rédactionnelles et juridiques soulevées au cours des débats. En outre, les trois organisations partenaires publieront prochainement un guide pratique destiné à aider les journalistes à employer un vocabulaire approprié lorsqu'il s'agit d'évoquer les religions. Ce guide pratique sera traduit en plusieurs langues et offert dans les écoles de journalisme qui en feront la demande. – H. D.



U WIN TIN POURSUIT SON COMBAT

Dès sa libération, U Win Tin s'est imposé comme un dirigeant incontournable du mouvement démocrate birman. «*Impossible pour moi d'écrire une seule ligne dans la presse car c'est interdit par la junte militaire. Mais mon combat continue au sein de la Ligue nationale pour la démocratie et en faveur des prisonniers d'opinion, ce que je connais le mieux après 19 ans passés en prison*», a-t-il expliqué à Reporters sans frontières lors d'un entretien téléphonique. Les médias internationaux, notamment la BBC, *Libération* et CNN, mais aussi les médias birmans de l'exil, l'ont interviewé pour connaître son analyse de la situation. Il a exprimé très ouvertement son intention de redoubler d'efforts pour amener son pays vers la démocratie. «*On ne peut pas lutter sans un front uni de l'opposition, un minimum de solidarité. Ce travail m'incombe. Il faut en finir avec les querelles et les divisions du parti*», a-t-il expliqué à un reporter de *Libération*. Il livre aussi des analyses cinglantes : «*Les gens sont plus pauvres, les militaires plus présents, plus puissants et plus riches.*» Et il utilise son immense aura auprès des militants et des journalistes.

Les "bons" chiffres du bilan 2008

Le monde serait-il devenu moins dangereux pour les journalistes ?

Soixante journalistes et un "fixeur" ont trouvé la mort en 2008 dans l'exercice de leur profession. Le bilan publié comme chaque année par Reporters sans frontières au début de janvier est lourd. Mais il est nettement inférieur à celui de 2007 qui s'élevait à 87 journalistes et 20 collaborateurs des médias tués. La situation, bien que toujours dramatique, se serait-elle donc améliorée ? Le monde serait-il devenu moins dangereux pour ceux qui ont pour métier de rendre compte de ses soubresauts, ses débordements, ses turpitudes ? Les autres indicateurs traditionnellement recensés pourraient le laisser croire. Les nombres des interpellations (673 contre 887), des agressions (929 contre 1511), des enlèvements (29 contre 67), des actes de censure à l'encontre des médias (353 contre 528) sont aussi nettement en baisse. Au premier abord, la tendance générale est donc à l'amélioration ce qui devrait engendrer, une fois n'est pas coutume, un sentiment d'optimisme.

Un examen plus approfondi de ces chiffres et de ce qu'ils révèlent nous incite cependant à la prudence. Si les choses paraissent aller mieux en effet, c'est d'abord en raison de l'évolution de la situation en Irak. On ne déplore dans ce pays, en 2008, "que" 15 victimes (14 journalistes et 1 fixeur) contre 56 (47 et 9) en 2007 et 66 (41 et 25) en 2006. Devant l'ampleur du massacre et de l'exode qu'il a entraîné, les vocations se sont taries. Les regroupements ethniques sont passés par là, les journalistes sunnites ne travaillant que dans les zones sunnites et les chiïtes dans les zones chiïtes.

L'Irak à part, plus de morts en 2008

L'Irak mis à part, le nombre des victimes est supérieur à celui enregistré en 2007. 46 journalistes tués dans 20 pays contre 40 l'année précédente également dans 20 pays. Neuf journalistes ont trouvé la mort en Afghanistan et au Pakistan et quatre sont tombés en Ossétie du Sud lors du conflit entre la Russie et la Géorgie. Les Philippines (6 morts) et le Mexique (4) connaissent des situations particulièrement préoccupantes ainsi que l'Inde, où la violence à l'encontre des professionnels de l'information sévit de façon endémique. Il n'y a eu qu'un seul assassinat en Russie et aucun en Chine ou encore à Cuba, mais la censure étroite exercée par les autorités dans ces pays, les pressions, les intimidations, les arrestations et les condamnations à la prison n'ont nullement reculé. En Irak (31 arrestations), l'armée américaine continue de gérer la situation sécuritaire en faisant parfois incarcérer les collaborateurs de médias étrangers ou les journalistes locaux. En Chine (38 arrestations), l'année olympique a servi de prétexte pour de nombreuses incarcérations. En Birmanie (17 arrestations), le raidissement de la junte s'est traduit par l'arrestation de nombreux journalistes ou blogueurs critiques. Reporters sans frontières recense, à la date où j'écris cet article, 137 journalistes emprisonnés alors que la moyenne était inférieure à 130 les années précédentes. Enfin, la baisse du nombre de morts en Afrique (3 en 2008, 12 en 2007) s'explique surtout par le renoncement de nombreux professionnels à exercer leur métier, prenant souvent le chemin de l'exil, ainsi que par la disparition progressive des médias en zones de conflit (en Somalie, notamment).

Une répression croissante sur Internet

Il n'y a donc pas lieu de pavoiser, d'autant plus que la répression, en apparence moins active à l'encontre des collaborateurs des médias traditionnels, s'est déplacée sur Internet en raison du développement mondial spectaculaire de ce média.

Des actes de censure sur le Web ont été recensés dans trente-sept pays, en Chine (93 sites censurés), en Syrie (162 sites censurés), en Iran (38 sites censurés) mais aussi en Thaïlande ou en Tunisie. Les sites de partage de vidéos, comme YouTube ou Dailymotion, ont été particulièrement visés par les censeurs. Blocages ou filtrages sont de plus en plus courants. La réaction épidermique de certains gouvernements envers les sites "collectifs" commence à entraîner des phénomènes de "censure de masse", notamment des réseaux sociaux. La censure d'un site comme Twitter (en Syrie) ou Facebook (bloqué en Syrie et en Tunisie, filtré en Turquie et aux Émirats arabes unis) entraîne des blocages en cascade. Les arrestations et condamnations de blogueurs se sont multipliées en Chine, en Iran, en Syrie, en Egypte... En Birmanie la junte a fait condamner, dans des conditions honteuses, le blogueur et comédien Zarganar et le jeune cyberdissident Nay Phone Latt à d'effarantes peines de prison (59 ans pour le premier, 20 ans pour le second).

Non, vraiment, le bilan de l'année 2008 n'incite pas à l'optimisme ! – D.J.



Zarganar

Bande dessinée

Anne Nivat
Correspondante de guerre

Les éditions Soleil Productions publie en mars, en partenariat avec Reporters sans frontières, un album de bandes dessinées signé de Daphné Collignon.

Il met en scène la vie professionnelle et les enquêtes

d'Anne Nivat, journaliste, grand reporter, qui s'est immergée dans les conflits en Tchétchénie, en Irak, en Afghanistan, souvent au péril de sa vie, simplement pour témoigner. Les deux femmes se sont rencontrées pour la première fois fin 2007. Et le projet de l'album a pris forme. Daphné s'attache à montrer une femme vraie, vivante, de chair, de sang, d'émotion, de larmes. Passionnée, paradoxale. Une femme qui pense aux gens, ceux qui vivent là-bas et non pas sur le champs de bataille, ceux qui attendent, rient, souffrent, meurent.

Dépassant le cadre du reportage, ce dialogue entre Anne Nivat et Daphné Collignon met en perspective la complexité du travail des journalistes dans les zones de conflit. Une partie des recettes tirées de la publication de l'album sera reversée à Reporters sans frontières.

■ **ASSASSINAT** – Le premier journaliste tué en 2009 est tombé, dès le 1er janvier, en Somalie. Hassan Mayow Hassan, de Radio Shabelle, a été délibérément abattu par un milicien progouvernemental, à Afgoye (30 kilomètres au sud de Mogadiscio). C'est le dixième journaliste tué en Somalie depuis 2007.

■ **ENTRAVE** – Deux photographes de l'AFP qui couvraient le 16 décembre une manifestation de lycéens dans le centre de Lyon ont protesté contre l'action de CRS et des policiers accusés d'avoir entravé leur travail, d'avoir saisi un appareil et effacé des prises de vue.

La direction de l'AFP a protesté et demandé l'ouverture d'une enquête interne dans les rangs de la police. L'IGPN a été saisie.

■ **CYBER-MANIFESTATION** – Reporters sans frontières a lancé le 9 février 2009, sur son site Internet, une cybermanifestation afin de demander la libération de l'écrivain australien Harry Nicolaidis, condamné à trois ans de prison par les autorités du royaume de Thaïlande pour "crime de lèse-majesté", après avoir publié un livre qui évoque la monarchie. Il était détenu depuis le 31 août 2008 à Bangkok. Il a été gracié par le roi et libéré le 19 février 2009.



Ricardo Gonzalez Alfonso «Journaliste de l'année»

Après le Birman U Win Tin, en 2006 et l'Érythréen Seyoum Tsehaye en 2007, c'est un Cubain, Ricardo Gonzalez Alfonso, qui s'est vu décerner, le 4 décembre 2008, le titre de «Journaliste de l'année» par le jury international du prix Reporters sans frontières. La seizième édition de la remise de ce prix s'est déroulée, une fois de plus, grâce au soutien sans faille de la Fondation EDF, dans la Salle Electra, rue Récamier, à Paris, en présence d'une centaine de journalistes et d'amis. Audrey Pulvar a tenu, comme l'année passée, le rôle de maîtresse de cérémonie avec gravité et simplicité. Le titre de «Journaliste de l'année» est attribué à un journaliste «qui par son activité professionnelle, ses prises de position ou son attitude, a su témoigner de son attachement à la liberté d'information». Cette distinction est parfaitement justifiée concernant le nouveau lauréat. Ricardo Gonzalez Alfonso, journaliste cubain indépendant,

a été arrêté en 2003 puis condamné à 20 ans de prison pour «avoir attenté à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de Cuba» en tant qu'agent «à la solde des Etats-Unis.» Le fait d'avoir accepté courageusement, en 1998, la fonction de correspondant dans l'île de Reporters sans frontières, n'a fait que renforcer l'ire du pouvoir à son égard. Il est détenu depuis la fin de 2004 à la prison du Combinado del Este à La Havane où il est maintenu en dépit d'un état de santé préoccupant. Le jury du prix Reporters sans frontières a également distingué Radio Free NK, première radio dissidente nord-coréenne, dans la catégorie Médias ainsi que deux blogueurs birmans, l'artiste Zarganar, condamné durant l'été 2008 à 59 années de détention pour «trouble à l'ordre public», et le propriétaire de deux cybercafés à Rangoon, Nay Phone Latt, 28 ans, également blogueur, coupable, selon les juges

«Un agent à la solde des États-Unis» !

Ricardo Gonzalez Alfonso est l'un des 26 journalistes dissidents arrêtés en mars 2003 lors de la répression dite du «Printemps noir». Il a été jugé en une journée par un tribunal de La Havane, le 4 avril, en même temps que Raúl Rivero, le célèbre poète et écrivain cubain. «Ce procès fut un cirque, tout était dit d'avance» indiqua alors Blanca Reyes, l'épouse de Raúl Rivero. D'après elle, au cours de l'audience il a été reproché aux deux hommes d'écrire "contre le gouvernement", d'avoir rencontré James Cason, responsable de la section des intérêts américains à La Havane, et d'avoir organisé des "réunions subversives" à leur domicile. Il leur a également été reproché de collaborer avec Reporters sans frontières, et avec la Fondation hispano-cubaine basée à Madrid, "des organisations terroristes manipulées par le gouvernement des États-Unis". «Je ne conspire pas, j'écris», avait simplement expliqué Raúl Rivero lors de l'audience. Les deux accusés ont été condamnés à vingt ans de prison bien que la réclusion à vie ait été demandée contre Ricardo Gonzalez.

Un passé chargé !

La notoriété de Raúl Rivero, les campagnes menées en faveur de sa libération – il a notamment reçu le prix Reporters sans frontières-Fondation de France en 1997 – ont conduit à son élargissement le 30 novembre 2004 pour raisons de santé. Il avait perdu près de 40 kilos en détention.

Ricardo, 59 ans, lui, est toujours en prison. Il est vrai qu'il a un passé chargé ! Ancien journaliste de la télévision officielle où il s'occupait des émissions pour enfants, il a rejoint en 1995 l'agence indépendante Cuba Press avant de fonder en mai 2001 la société Manuel Márquez Sterling avec son ami Rivero, un organisme de formation pour les journalistes indépendants,



Ricardo Gonzalez Alfonso

souvent autodidactes. En décembre 2002, il se lance, avec ses collègues, dans la publication du bimensuel *De Cuba*, tiré quand même pour sa première édition à ... 200 exemplaires. La revue aborde des sujets ignorés de la presse officielle tels que le racisme à Cuba ou le projet Varela, une campagne ayant recueilli plus de 11 000 signatures sur l'île pour réclamer des changements démocratiques par voie légale.

Ricardo Gonzalez est incarcéré depuis fin 2004 à la prison du Combinado del Este à La Havane. Souffrant notamment d'hypertension artérielle, d'arthrite cervicale et de troubles circulatoires et digestifs, il a subi quatre interventions chirurgicales en 2006 et 2007. Après un long séjour à l'hôpital carcéral, il a été reconduit en cellule le 27 janvier 2008, malgré un état de santé toujours fragile qui justifierait pleinement une «licence extra-pénale pour raisons de santé», mesure dont a bénéficié Raúl Rivero. Mais les autorités demeurent sourdes aux appels à cette élémentaire mesure d'humanité et aux démarches de son épouse, Alida Viso.

Radio Free NK irrite Kim Jong-il

Radio Free NK a été fondée à Séoul par des dissidents nord-coréens qui ont fui le régime de Kim Jong-il. Les autorités de Pyongyang interviennent régulièrement auprès du gouvernement de Corée du Sud pour lui demander de faire taire cette station qui s'ingénie à battre en brèche leur propagande. Les journalistes qui réalisent les programmes de la radio reçoivent des menaces de mort et le directeur est protégé par des policiers sud-coréens après qu'un complot pour le tuer a été déjoué.

La station diffuse quotidiennement plusieurs heures de programmes. Son directeur, Kim Seong-min, ancien poète officiel dans la dictature, cultive un style et un langage très «nord-coréens» pour se faire entendre d'une population soumise depuis soixante ans au matraquage des messages officiels stéréotypés.



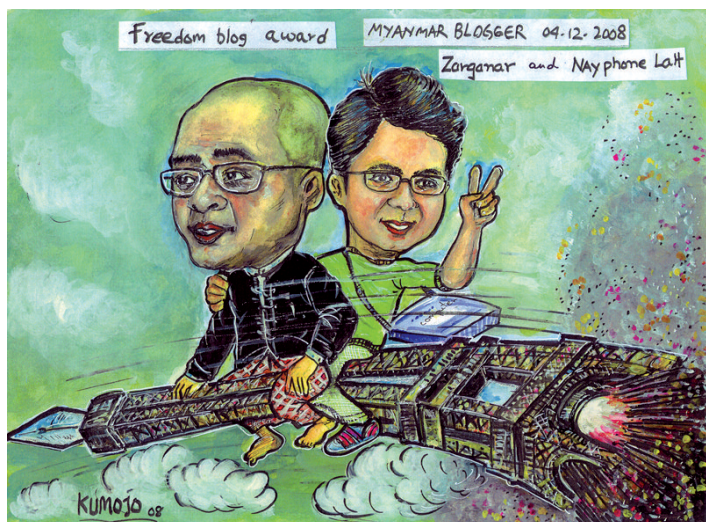
Le nombre des auditeurs ne peut pas être sérieusement évalué. En Corée du Nord, la police procède régulièrement à des campagnes de vérification des postes radio, les appareils, réglés sur les fréquences officielles, étant mis sous scellés pour empêcher leurs utilisateurs d'aller musarder sur des ondes non contrôlées. Malgré ces précautions, il semble que certains habitants arrivent à se procurer des postes à transistors qui entrent dans le pays en contrebande par la frontière chinoise. Ces auditeurs privilégiés, mais qui encourent de lourdes sanctions s'ils sont découverts, peuvent ainsi écouter les émissions de Radio Free NK et des radios étrangères diffusées en ondes courtes.

est malade, en prison à Cuba

aux ordres de la junte, d'avoir violé l'Electronic Act qui punit toute utilisation de l'Internet contre le gouvernement. Les deux hommes sont détenus à la prison d'Insein à Rangoon, un établissement que connaît bien l'écrivain et militant des droits de l'homme U Win Tin qui y a passé la majeure partie de ses dix-neuf années de captivité avant d'être libéré en septembre 2008.

Le directeur de Radio Free NK, a reçu son prix des mains de l'avocate iranienne Shirin Ebadi, la célèbre militante des droits de l'homme qui présidait la cérémonie au côté du secrétaire général de Reporters sans frontières, Jean-François Julliard. Les autres lauréats étaient représentés par des amis vivant en exil, eux-mêmes militants de la liberté d'information, qui ont évoqué, avec beaucoup d'émotion, le parcours et les combats des absents. D.J.

Une peine de 59 ans de détention pour le «Charlie Chaplin birman»



Zarganar et Nay Phone Latt croqués par le caricaturiste birman Kumojo

Tout est possible à la prison d'Insein, à Rangoon, y compris d'attraper le sida à la suite d'une injection administrée de force avec une seringue infectée ! C'est ce qui est arrivé au poète Aung Than, 36 ans, condamné en juin 2006 à 19 ans de prison pour avoir écrit et distribué un recueil de poèmes rendant hommage au mouvement démocratique birman.

Insein, ce n'est pas seulement un lieu de détention. C'est aussi là que siège le tribunal spécial, très spécial même, qui a condamné le 5 juin 2008, pour «trouble à l'ordre public», le comédien, metteur en scène, réalisateur et blogueur, surnommé le «Charlie Chaplin birman», Zarganar. Une peine de 45 ans de prison, puis, quelques jours plus tard, une autre peine de 14 ans, lui ont été infligées pour avoir soutenu le mouvement de protestation des moines en 2007 puis critiqué en 2008 sur les ondes de la BBC l'incapacité du régime à venir en aide aux victimes du cyclone Nargis auxquelles il avait lui-même acheminé des secours.

C'est le même tribunal qui a condamné le 10 novembre 2008 le blogueur Nay Phone Latt, 28 ans, propriétaire de deux cybercafés à Rangoon, à 20 ans et 6 mois de prison. Il s'était fait sur son blog l'avocat des jeunes birmans muselés par la censure et avait été une source d'informations très importante sur la révolution «safran». Outre ces deux blogueurs, 14 journalistes sont actuellement détenus en Birmanie ainsi que de nombreux moines et défenseurs des droits de l'homme.

Deuxièmes Journées du Grand Reportage à Marseille

Débats sur des sujets d'actualité et la manière dont ils sont traités par les médias, présence de nombreux journalistes venus de différentes régions de l'hexagone et de l'outre-mer – via notamment l'Union des clubs de la presse de France – ainsi que de l'étranger, remise des prix de la parole libre : les deuxièmes Journées du Grand Reportage, organisées par le Club de la presse Marseille-Provence-Alpes du sud, présidé par Jean Kéhayan, ont été cette année encore un temps fort d'échanges sur notre profession malmenée.



Les lauréats des prix de la parole libre autour de J. Kéhayan et J.-N. Guérini (Photo Robert Poulain)

Plusieurs thèmes ont été abordés au cours de ces trois journées des 11, 12 et 13 décembre 2008 : *Les nouveaux affameurs de la planète*, avec la projection du documentaire de Marie-Monique Robin ; *Le monde selon Monsanto* et la participation de journalistes haïtiens et maliens ; *Caucase, la poudrière*, avec Charles Urjewicz, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales ; *L'information selon internet*, avec Edwy Plenel, directeur fondateur du journal en ligne Mediapart ; *Presse et liberté de ton*, avec Maurice Szafran, directeur de *Marianne*.

Ce dernier a en fait abordé le sujet d'actualité de la crise de la presse et des faux remèdes apportés par Sarkozy avec le «piège» des États généraux. Loin de se cantonner aux problèmes économiques, il a parlé de «crise de l'offre plus que de la demande», de «traitement uniformisé de l'information» qui décourage les lecteurs. «Ils sont là, mais quittent une presse unique.»

De son côté, Edwy Plenel, en parlant d'Internet et des journaux en ligne, n'a pu passer sous silence l'abandon d'un certain nombre de fondamentaux de notre métier. A propos d'Internet, ce formidable outil pour les journalistes, il a notamment souligné qu'il fallait «prendre sa modernité et en tirer le meilleur». Internet donne la possibilité aux «journalistes traditionnels» de trouver leur documentation de base avec rapidité. Un temps gagné, rarement utilisé malheureusement par les nouveaux patrons de presse pour envoyer leur rédaction sur le terrain.

La presse indienne à l'honneur

Par ailleurs, les prix de la parole libre ont été décernés. Sibby Kattampally, grand reporter au *Malayala Manorama*, quotidien de la province du Kérala, en Inde, a reçu le prix de la presse écrite pour une enquête sur des pêcheurs misérables du Kérala. Une plongée dans un monde inconnu où ces réfugiés de la mer d'Arabie vivent dans des conditions inhumaines, oubliés des pouvoirs publics qui ont dû cependant prendre des mesures à la suite de cet article.

Les prix TV, radio, photo ont respectivement été attribués à Karim Baïla, de l'agence Capa (*Carnet de route en Algérie*, diffusé sur France 2 dans Envoyé spécial), Catherine Petillon (enquête autour de la résistance au régime autoritaire d'Alexandre Loukachenko diffusée sur France Culture), Diana Grimonet, de l'agence Fédéphoto.

Le prix dessin de presse a été attribué à Plantu pour «Cartooning for peace» et l'ensemble de son œuvre, et un prix spécial du jury dessin de presse a récompensé Aurélien Froment, dit Aurel, qui a illustré un article sur le discours de Dakar de Nicolas Sarkozy dans *Le Nouvel Observateur*.

Enfin, pour cette deuxième édition de ses Journées du grand reportage, le club de la presse avait décidé de donner la parole aux élèves de l'Ecole de journalisme et de communication de Marseille qui ont «couvert» l'événement et en ont rendu compte sur le site du club. Une prestation «en toute indépendance» qui redonne espoir sur l'avenir de notre métier.

Jacqueline de Grandmaison

La profession unie pour tracer le chemin de la crédibilité

Nulle place pour le hasard dans le choix de la date de l'édition spéciale des Assises du journalisme (*) organisées par Jérôme Bouvier. Cette réunion s'est tenue le 20 janvier à Paris, quelques jours après la publication le 8 du Livre Vert qui concluait par 90 propositions les

États généraux de la presse écrite lancés par l'Élysée à l'automne dernier. Ce rendez-vous a aussi eu lieu avant l'annonce le 23 janvier, par le président Sarkozy, des mesures ou des préconisations qu'il juge indispensables, pour sortir la presse de la crise actuelle.

Poutrelles métalliques et grande verrière pour laisser pénétrer la lumière, la maison des métallos, ancien haut lieu du syndicalisme devenu établissement culturel, accueille ce mardi 20 janvier les nombreuses «tribus» de journalistes : syndicats, sociétés de journalistes et de rédacteurs, collectifs de pigistes, associations de journalistes, Reporters sans frontières... L'enjeu est important car la profession s'est estimée sous-représentée aux États généraux et n'entend pas laisser passer cette «session de rattrapage». Quelques fédérations ou syndicats patronaux sont présents ainsi que les associations de lecteurs, les organisations Medias/citoyens et les écoles de journalisme.

L'objectif est d'aboutir à la fin de la journée à des propositions concrètes «pour une information de qualité». Pari tenu : 14 préconisations sont retenues après discussion dans les trois ateliers du matin (indépendance ; droit du public et déontologie ; qualité de l'information) et un débat en séance publique l'après-midi (lire ci-dessous). Certaines des propositions sont reprises du Livre Vert. C'est le cas pour l'inscription d'un code déontologique dans la

convention collective des journalistes. D'autres avaient été écartées lors des États généraux comme la création d'une "instance nationale compétente en matière d'éthique et de déontologie" comprenant des représentants des éditeurs, des journalistes et du public ou la reconnaissance «de jure» de l'équipe rédactionnelle.

L'application du projet informel élaboré par des éditeurs et des syndicalistes sur la réforme des droits d'auteurs des journalistes - ce que l'on appelle «le blanc»- est demandée ainsi que des mesures incitatives en faveur de la formation des journalistes avec une priorité pour les pigistes trop souvent écartés de ce droit.

Entre 300 et 350 personnes ont participé à cette édition spéciale, suspendue à 17 heures - actualité oblige - pour assister sur grand écran à la prestation de serment du nouveau président américain, Barack Obama. Puis ce sera la soirée avec les hommes politiques venus prendre connaissance des recommandations de la profession.



Loïc Hervouët et Jacqueline Papet lors du débat général

Jérôme Bouvier est plutôt satisfait. «En trois ans, nous dit-il, notre travail de mise en débat et de rassemblement d'acteurs aussi divers a porté ses fruits. Une dynamique s'est installée, un état d'esprit s'est créé qui nous laisse penser que, si tout reste à faire, tout est possible».

Jacqueline Papet

(*) initiées en 2007 à Lille, les Assises se veulent un lieu d'échange et de confrontation sur la pratique du journalisme.

Quelques-unes des 14 propositions des Assises

Le service du public est au cœur du métier de journaliste, au cœur de la responsabilité de l'éditeur. Il importe donc d'associer ce public aux processus de restauration de la confiance dans la qualité de l'information. Il faut aussi impliquer les journalistes et les rédactions elles-mêmes dans la construction du référentiel éthique de la profession, et non le laisser à la seule jurisprudence des tribunaux. Aucune mesure unique ne peut y parvenir. Le développement conjugué de la médiation de presse, des chartes rédactionnelles, et d'une instance nationale de médiation peuvent concourir de façon décisive à l'amélioration de la qualité de l'information. Parmi les propositions :

- Promouvoir la médiation : définir un statut des médiateurs de presse garantissant la pertinence de leur action (...), créer une capacité de médiation volontaire mutualisée pour les petites entreprises avec «un corps de médiateurs» extérieur et un label «adhérent de la médiation de presse».

- Inscrire dans la convention collective nationale un texte déontologique unique et fédérateur, négocié par les partenaires sociaux, avec la prise en compte des apports de la société civile et du public ; promouvoir des chartes d'entreprise établies par accord entre les directions et les rédactions dans les différents médias.

- Créer une instance nationale (conseil de médiation ou conseil de presse) compétente en matière d'éthique et de déontologie, tripartite (c'est-à-dire comprenant des représentants du public), ne prenant pas de sanctions

disciplinaires, mais rendant des avis publics, et installée en complémentarité de la Commission de la Carte d'Identité des Journalistes Professionnels, avec son appui technique possible, mais indépendante de celle-ci.

- Donner un statut juridique à la rédaction. (...) Chaque titre (écrit, audiovisuel, multimédia) doit disposer d'une équipe rédactionnelle (ou rédaction) permanente et autonome. Ses représentants doivent bénéficier d'un statut leur assurant une protection équivalente aux représentants du personnel. La rédaction doit être obligatoirement consultée par le directeur sur tout changement de politique éditoriale. Elle participe avec l'éditeur à l'élaboration de la charte éditoriale de la publication et se saisit de toute question éthique et déontologique (...).

- Lutter contre l'information low-cost. Lancement d'un dispositif incitatif pour préserver le journalisme d'enquêtes ou de reportages (incitation fiscale et/ou conditionnement des aides à la presse à l'importance de la production éditoriale de première main (...)).



Jean-François Julliard (micro) et Jérôme Bouvier

Soulagement et vigilance

Après la publication du Livre Vert et le discours de Nicolas Sarkozy lors de ses vœux à la presse, le 23 janvier 2009, de nombreuses interrogations et motifs d'inquiétude demeurent. Quand on craint le pire et qu'il ne survient pas – du moins en apparence et sous la forme qu'on attendait – on a tendance à ranger la hache de guerre et à faire le dos rond.

En lançant ses Etats généraux de la presse le 2 octobre dernier et en demandant un rapport on ne peut plus explicite à Danièle Giazzi (UMP), le chef de l'État n'avait pas caché son désir de voir se développer de grands groupes de presse multimédias, quitte à enlever les entraves qui pourraient exister. Déjà confrontés aux «papivores» amis du Président, aux suppressions de titres, au recul du pluralisme et de la qualité de l'information, à la précarisation de leur métier... les journalistes et leurs organisations représentatives ont vécu ces déclarations comme une provocation. D'autant que la plupart d'entre eux étaient écartés des débats.

On peut supposer que les initiateurs de ces Etats généraux ne s'attendaient pas à semblable levée de boucliers : non seulement les syndicats, mais des organisations comme Reporters sans frontières – jusqu'alors assez discrète sur ces questions –, comme le Forum des sociétés de journalistes, l'Union des clubs de la presse de France, les free-lance, etc., se retrouvaient pour dénoncer «tous ensemble» cette «mascarade d'Etats généraux». Un mouvement s'est même créé – «le Rassemblement des associations de journalistes (Raj)» – pour porter haut et fort leurs doléances – faute de cahiers du même nom – et leurs propositions.

Quelques préconisations positives

Alors, quand le Livre Vert, fruit de ces Etats généraux, a été présenté le 8 janvier, il y a eu un «ouf» de soulagement. Il n'était plus question de revoir les textes fixant des limites aux concentrations, de remiser aux oubliettes la loi Bichet qui organise la distribution de la presse, non plus que de toucher au statut des journalistes. Il y avait, de surcroît, quelques préconisations positives, reconnaissons-le, notamment en matière de droits d'auteurs ou encore la proposition de créer pour internet, un statut d'éditeur en ligne.

Le 23 janvier, lors de ses vœux à la presse, Nicolas Sarkozy a repris en partie les grandes lignes du Livre Vert et ses propos sur le développement des groupes



de presse sont restés évasifs, même s'il a déclaré que «la concentration croissante de la presse régionale n'était pas un sujet tabou». Alors, doit-on se réjouir et baisser les armes comme certains - et c'était sans doute le résultat attendu - l'ont fait un peu trop vite ?

D'une part, la réglementation actuelle est déjà suffisamment souple puisqu'elle a permis à des groupes industriels, notamment tributaires de marchés de l'État, de truster un nombre non négligeable de titres. D'autre part, le danger, s'il n'est pas entré par la porte, n'entrera-t-il pas par la fenêtre ? En effet, «via des conventions bilatérales» le seuil maximal de 20% de capital pour un investisseur non communautaire dans une entreprise de presse française, Sarkozy n'ouvre-t-il pas déjà un peu plus la porte à ces grands groupes qui le fascinent... et sur lesquels lorgnent ses amis Lagardère, Bouygues, Bolloré et les autres ?

Pas de statut pour les rédactions

Autre point important : la revendication portée et soutenue par des organisations de journalistes parmi les plus représentatives - en particulier le Forum des sociétés de journalistes - n'a pas été retenue : il s'agit de la reconnaissance juridique des équipes de rédaction, qui permettrait au moins de disposer d'un réel contre-pouvoir face aux employeurs-actionnaires et aux conflits d'intérêts constatés par nos confrères qui les subissent dans de grands médias. De son côté, l'intégration des chartes de déontologie, dans la convention collective des journalistes, souvent restée vœu pieux, n'est pas non plus à l'ordre du jour. Le statut des pigistes, la précarisation de la profession ont été également passés sous silence.

Certes, on ne peut ignorer le soutien financier - relativement modeste d'ailleurs - promis à la presse. Mais là encore ses objectifs sont loin de la réorientation des aides en faveur d'une presse indépendante et respectueuse de l'éthique et de la déontologie, qui était demandée par nombre d'organisations.

Alors, en dehors de quelques avancées obtenues de haute lutte, a-t-on réellement évité le pire pour l'indépendance de l'information ? Tout porte à penser que la vigilance et le rassemblement des journalistes – toutes sensibilités, tous médias et tous statuts confondus – doivent rester aussi forts qu'ils l'ont été ces derniers mois.

Jacqueline de Grandmaison

Une nouvelle perquisition

Le 2 mars 2009, cinq officiers de police judiciaire, un greffier et un juge d'instruction ont fouillé les locaux de la société de Tac Presse, productrice d'un documentaire consacré à la Martinique diffusé le 30 janvier 2009 dans l'émission «Spécial investigation » de la chaîne Canal + dans lequel l'une des personnes interrogées tenait des propos racistes. Ceux-ci avaient entraîné l'ouverture le 9 février d'une information judiciaire pour «apologie de crime contre l'humanité et incitation à la haine raciale».

Une fois de plus, des journalistes ont été assimilés à des auxiliaires de police ou à des délinquants. La méthode est d'autant plus inacceptable que les propos tenus par le témoin apparaissant dans le documentaire peuvent être exploités. Les journalistes ont choisi de ne pas les couper et ont affirmé ne pas posséder d'autres images, les rushes n'ayant pas été conservés. Pourquoi, alors, procéder à cette perquisition ?

Il apparaît donc encore normal de perquisitionner une entreprise de presse en France. Les autorités se sont engagées, il y a plusieurs mois, à protéger le secret des sources des journalistes. Mais le projet de loi n'a toujours pas été examiné en deuxième lecture par l'Assemblée nationale. Cette nouvelle affaire prouve qu'une loi protégeant réellement les sources des journalistes et encadrant les perquisitions est plus que jamais nécessaire.

Rencontre méditerranéenne à Menton

Réfléchir ensemble sur les questions que se posent les journalistes au quotidien, c'est le pari tenu et réussi par la première édition de Menton Médias Méditerranée qui s'est tenu au Palais de l'Europe de la ville de Menton les 16 et 17 janvier derniers à l'initiative du Club de la presse 06. «Y définir, selon le président, Dominique Antoni, un langage commun qui constituera le socle d'un dialogue novateur de médiation au-delà des frontières et des fractures de l'espace méditerranéen.»

Quarante journalistes de 18 des 23 pays de la Méditerranée étaient présents, venus d'Algérie, de Croatie, Egypte, Espagne, France, Israël, Italie, Liban, Malte, Maroc, Monaco, Portugal, Slovénie, Syrie, Tunisie, Turquie. Au cours de ces deux jours, ateliers et débats ont été organisés autour des pratiques journalistiques dans les 23 pays riverains de la Méditerranée.

Les travaux se sont conclus par l'adoption d'une «Déclaration de Menton» qui demande à toutes les organisations concernées «de défendre le droit à l'information plurielle pour les 465 millions d'habitants de l'ensemble méditerranéen et celui des journalistes à exercer leur métier en toute liberté et en toute sécurité». Reporters sans frontières était représentée par Geneviève Roussel, déléguée régionale et par Jacqueline de Grandmaison.

Le courrier de Reporters sans frontières

Publication trimestrielle
Prix 1,5 € - Abonnement un an : 5 €

Commission paritaire n° 1209 G 85769

Directeur de la publication : Jean-François Julliard

Rédacteur en chef : Daniel Junqua assisté de Quiterrie de Livonnère

Réalisation et impression : Editions Mimosa

262, avenue Maurice Planès - 34077 Montpellier

Edité par Reporters sans frontières

Association loi de 1901 reconnue d'utilité publique

47, rue Vivienne - 75002 Paris

Tél : 01 44 83 84 84 - Mail : rsf@rsf.org - Site : www.rsfor.org

La presse afghane pluraliste affronte violence et censure

Le gouvernement afghan et la communauté internationale présentent la liberté des médias comme l'un des succès de la période post-taliban. L'apparition de centaines de médias, notamment des radios et des télévisions privées, a certes profondément modifié la manière dont les Afghans sont informés. Mais les journalistes ne bénéficient toujours pas, plus de sept ans après la chute du régime des taliban, de la sécurité nécessaire. Au contraire, la presse doit faire face à de nouveaux dangers – mafia de la drogue et du kidnapping, politisation des procédures pour blasphème – que le gouvernement d'Hamid Karzaï n'a pas réussi ou voulu endiguer.

Jean-François Julliard, Vincent Brossel et Reza Moïni ont mené une mission d'enquête en janvier 2009 en Afghanistan. Ils ont rencontré

le ministre de la Justice, celui de la Culture et de l'Information, le directeur de la communication du chef de l'État, un représentant du Conseil des oulémas, des représentants de la société civile, des correspondants de la presse étrangère, des officiers de l'ISAF et des diplomates, de nombreux journalistes et des associations professionnelles de Kaboul, Kandahar, Mazar-i-Charif et Herat. Ils ont aussi fourni à deux organisations afghanes de journalistes des gilets pare-balles. De juin 2007 à janvier 2009, Reporters sans frontières a relevé pas moins de 24 agressions, 35 menaces de mort, 14 interpellations et 7 enlèvements. Des dizaines d'autres journalistes, surtout des femmes et des correspondants en province, ont été contraints, en raison de pressions, de démissionner.

Le pluralisme est en Afghanistan une réalité incontournable que l'on doit à la volonté du président Hamid Karzaï et de la communauté internationale. Parallèlement, les violences contre la presse n'ont cessé d'augmenter. Et les signes d'un engagement effectif des autorités pour y mettre fin sont des plus ténus.

Farida Nekzad, de l'agence indépendante *Pajhwok*, énumère les raisons de cette absence de sécurité : «Premier souci, dit-il, l'hostilité de l'opposition armée et plus particulièrement de certains groupes de taliban. Vient ensuite le poids de la religion et de la tradition qui contestent aux femmes le droit d'être journalistes. Les chefs de guerre représentent, eux, une menace pour tous les journalistes qui s'opposent d'une manière ou d'une autre à leur pouvoir. Enfin, les forces internationales empêchent l'accès au terrain et cachent les informations, surtout sur les nombreuses bavures.»

Comment gouvernement et communauté internationale peuvent-ils, dans ce contexte, prétendre lutter contre la corruption qui gangrène l'État sans une presse libre capable d'exposer cette mauvaise gouvernance ? Comment combattre le trafic de drogue alors que les enquêtes sont impossibles dans le Sud ? Comment lutter contre l'obscurantisme des taliban si le gouvernement n'est pas capable de promouvoir la liberté de parole ? Comment faciliter le développement économique si des régions entières sont tenues dans l'ignorance des nouvelles opportunités offertes ? Comment faire avancer le droit des femmes sans une presse féminine forte et protégée ? Comment enfin connaître et dénoncer les exactions commises par les taliban et les chefs de guerre si les journalistes ne sont plus en sécurité dans une vaste partie du pays ?

La majorité des observateurs estiment que l'espace de liberté pour s'exprimer sur la religion ne s'est jamais accru. Certains le regrettent. «Des intellectuels comme Mohahqeq Nasab ont essayé d'ouvrir le débat, mais ils en ont été tout de suite empêchés par les conservateurs et la justice», explique Shahir Ahmad Zahine, l'un des fondateurs du groupe Khillid. D'autres appellent à la patience. «Notre société n'évoluera que très lentement sur ce sujet. Ce n'est pas aux journalistes de forcer le débat», dit ainsi Fahim Dashty du *Kabul Weekly*. Fazel Ahamad Manawi, le porte-parole du Conseil des oulémas est, quant à lui, catégorique : «Le Conseil des



Journalistes afghans au travail

oulémas d'Afghanistan, affirme-t-il, respecte la liberté d'expression et la considère comme un acquis important. Mais liberté d'expression ne veut pas dire insulte envers le sacré et les sentiments religieux du peuple.»

«2009 est l'année de tous les dangers pour la presse afghane. La situation sécuritaire et les tensions pré ou post-électorales nous obligent à la plus grande vigilance», affirme une responsable des Nations Unies. «Pour assurer sa réélection, le gouvernement va être obligé d'entraver la circulation de l'information, car la situation dans le pays est déplorable. Nous risquons d'avoir de mauvaises surprises d'autant plus que le soutien international en faveur des médias est moins fort qu'auparavant», s'inquiète Barry Salam, directeur du réseau de radio *Good Morning Afghanistan*.

Les taliban font régner la peur

L'opposition armée, et plus particulièrement les groupes taliban, porte une responsabilité très forte dans le climat d'insécurité qui prévaut dans certains milieux journalistiques. Menaces et harcèlement par téléphone, accusations d'espionnage et kidnappings de journalistes ont installé un sentiment de peur dans la profession. Le souvenir de l'assassinat du journaliste Ajmal Naqshbandi par des taliban affiliés au mollah Dadullah, mais également le régime de censure absolue qui a prévalu à l'époque de l'Emirat islamique dirigé par le mollah Omar, n'incitent pas à penser que les djihadistes

afghans et leurs alliés étrangers se sont réconciliés avec la liberté de parole. Ils demeurent de dangereux prédateurs de la liberté de la presse.

Si les taliban ont à plusieurs reprises invité des journalistes afghans et étrangers à couvrir leurs activités ou adressé des messages rassurants, ils n'acceptent ni que la presse se déplace librement sur leurs «territoires», ni qu'elle interviewe des témoins de leurs exactions. Un journaliste cité dans un récent rapport de l'organisation ICG affirme que deux élèves d'une école publique ont été tués après qu'ils avaient accepté de lui parler.

Si les taliban ont une pratique globalement hostile à la liberté d'expression, ils n'en réussissent pas moins, par la menace, mais aussi par une politique de communication bien élaborée, à faire passer leurs messages. «Ils ont besoin des médias pour diffuser leurs idées, récolter des fonds, notamment à l'étranger, mais aussi pour se faire plaisir. En cela, ils ont une meilleure politique de communication que le gouvernement», affirme Carlotta Gall du *New York Times*.

Vincent Brossel

«Tu sais qui nous sommes !»

Début septembre 2008, Nazifa Ehsass, qui présente régulièrement des reportages sur VOA TV et écrit pour le magazine féminin *Nooz*, reçoit un appel sur son téléphone portable. Au bout du fil, une voix masculine : «Tu as enlevé ton tchador et tu travailles pour les juifs». – Qui êtes-vous ? – «Tu le sais!» Nouvelles menaces quelques heures plus tard, puis le lendemain. La même voix : «Je suis un taleb. Tu sais qui nous sommes. Tu ne peux pas échapper.» Nazifa Ehsass contacte la police. Quelques jours plus tard, un courrier l'informe que le numéro d'appel appartient à un commandant taliban en fuite, le mollah Aktar Mohamad. Depuis, Nazifa Ehsass ne sort plus de chez elle. «Je suis emprisonnée chez moi, comme à l'époque des taliban. J'aime beaucoup mon travail de journaliste, mais je n'ai pas envie de mourir. J'ai fait une croix sur des années d'études et ma carrière», a-t-elle expliqué à Reporters sans frontières.